

# **REPENSER LA RELATION SOCIÉTÉ-ÉNERGIE**

**Discours prononcé par Sophie Brochu  
Présidente et chef de la direction, Gaz Métro  
devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain**

**25 mai 2007**

**(La version lue fait foi)**

## *Repenser la relation société – énergie*

Sophie Brochu, Présidente et chef de la direction, Gaz Métro  
Discours prononcé devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.  
Le vendredi le 25 mai 2007

---

Madame la présidente de la Chambre de commerce,  
Distingués invités de la table d'honneur,  
Mesdames et messieurs,

Bonjour!

C'est un privilège pour moi d'être parmi vous aujourd'hui. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain est reconnue à travers le Canada pour son dynamisme et la vitalité de ses membres. Elle constitue à mes yeux un forum unique qui rassemble des gens de tous les horizons, aux intérêts variés et qui n'ont pas toujours l'occasion d'être en lien. Bien au-delà du strict positionnement commercial de nos entreprises respectives, la Chambre favorise le partage des idées et des perspectives, nous amenant à réfléchir collectivement au développement de notre métropole et à celui du Québec. Madame Hudon, c'est avec gratitude que je salue le travail remarquable que vous et votre équipe effectuez.

Aujourd'hui, je vais évidemment vous parler de gaz naturel et de Gaz Métro. Parce que je crois qu'il faut avoir une vision englobante et non pas exclusive de l'énergie, je vais aussi vous parler d'électricité. Plus fondamentalement, je vais vous parler de notre développement comme société, à l'égard duquel je suis optimiste, et des projets collectifs que le Québec veut réaliser. Pour moi, tout ça est intimement lié.

Je me présente à vous aujourd'hui après un premier trimestre à la barre de Gaz Métro. Je considère que c'est une époque formidable pour prendre la direction d'une entreprise au Québec. C'est particulièrement vrai d'une entreprise énergétique de service public cotée en bourse qui a le mandat de créer de la richesse pour ses

actionnaires, ce qui est très important. Mais également pour la société qu'elle a la mission de servir et qui l'est tout autant. Pour moi, le défi est encore plus stimulant alors que notre société en est à repenser la relation qu'elle entretient avec l'énergie.

La réflexion qui a cours actuellement au Québec est nourrie par notre éveil collectif aux considérations environnementales.

C'est heureux et c'est grand temps. Grâce à la ténacité de scientifiques issus de tous les coins du globe, appuyés de quelques engagés qu'on traitait il n'y a pas si longtemps de "fumeux de pot", le Québec a joint le groupe des nations préoccupées par l'impact des activités humaines sur la pérennité de notre planète et le rang des sociétés qui ont décidé d'y voir.

Encore plus significatif à mon sens, nous sommes en train d'assimiler dans notre inconscient collectif le fait que les gestes posés ici ont des répercussions ailleurs, et vice-versa. Le café équitable, par exemple, qui coûte plus cher que le café du commerce. Malgré le prix, on sait qu'on fait la bonne affaire parce qu'on fait la différence pour un producteur dans un pays en développement. De même, une meilleure compréhension des enjeux liés aux gaz à effet de serre nous jette en plein visage le fait que le Québec n'est pas une île et que nous faisons bel et bien partie d'une communauté planétaire.

Chose fascinante quand on y regarde de plus près, on constate que cet éveil environnemental fait naître à son tour un sentiment qu'on n'avait pas senti depuis longtemps au Québec, à savoir le désir de transcender notre état de simple consommateur pour s'élever à celui de citoyen. Est-ce là le cours normal de l'histoire? Est-ce une question générationnelle? Peut-être...

Quoi qu'il en soit, je perçois que les Québécois semblent graduellement retrouver le désir du bien collectif, lequel se définit dorénavant plus largement que par nos frontières.

À mon avis, un pas important vers notre devoir citoyen requiert aujourd'hui de nous affranchir de l'état individualiste dans lequel nous a plongé la relation complexe, voire trouble, que nous entretenons depuis deux décennies avec l'électricité.

Les idéaux portés successivement par Adélard Godbout, René Lévesque et Robert Bourassa nous ont interpellés en tant que collectivité.

Ils nous ont amené à acquérir des réseaux puis à construire des ouvrages hydroélectriques destinés à être des leviers économiques formidables. Curieusement, la tarification subventionnée de l'électricité qui s'est ensuite installée au fil des ans nous a plongé dans un état profondément individualiste. À cela s'ajoute une relation désabusée avec l'État. Résultat, chacun préfère en son for intérieur avoir l'argent dans sa poche plutôt que de laisser à l'État la responsabilité de redistribuer, là où cela serait le plus profitable, la richesse collective. Et ce, même si elle s'avère moindre en bout de ligne...

Sans trop se rendre compte des effets pervers qui en découlent, nous avons laissé à des tarifs électriques le soin de distribuer un bien patrimonial exceptionnel. Au pays de l'universalité, nous avons décidé de saupoudrer la subvention même auprès de ceux qui n'en n'ont absolument pas besoin. Nos tarifs favorisent dès lors les plus riches qui utilisent beaucoup plus d'énergie et qui auraient pourtant les moyens de payer le coût réel de leurs choix de consommation. Grave erreur qui a fait de nous des consommateurs effrénés d'électricité.

Pour comprendre que nous avons étiré l'élastique, il suffit de constater, comme l'ont fait des astronomes de l'Université de Montréal, que la pollution lumineuse de notre métropole qui compte 3 millions d'habitants est aussi importante que celle de New York qui en compte six fois plus.

### *Le 2<sup>e</sup> rendez-vous historique du Québec avec l'énergie*

Cela dit, l'évolution du marché énergétique, la conscientisation grandissante en matière environnementale et la mutation graduelle des réflexes «consommateurs» en réflexes «citoyens» créent une conjoncture que l'on n'a pas vue depuis longtemps. Ça me rend optimiste en tant que dirigeante de Gaz Métro, mais, plus fondamentalement, en tant que citoyenne et en tant que contribuable.

À l'heure où:

- la consommation électrique du Québec dépasse le cap de nos capacités patrimoniales;
- où l'on importe de l'électricité en provenance des États-Unis, laquelle est plus souvent qu'autrement manufacturée à partir de charbon et de mazout;
- où l'on ramène de grands projets hydro-électriques sur la planche à dessin; et
- où l'on développe la filière éolienne à vitesse grand V;

il faut prendre conscience que ces nouvelles sources de production seront passablement plus coûteuses que celles qui ont répondu à nos besoins jusqu'ici. Tout cela place le Québec devant son deuxième grand rendez-vous avec l'énergie.

Le premier nous a permis d'être «maîtres chez nous». Le deuxième nous force à revoir nos choix en fonction d'un contexte social et économique qui n'a plus rien à voir avec celui qui prévalait il y 20 ans. À réfléchir sur le meilleur moyen de valoriser nos extraordinaires ressources énergétiques.

Il nous convie à retrouver la fierté collective qui nous a permis de réaliser de grands projets de société. Réfléchir c'est bien, encore faut il agir.

Se pose dès lors «la question qui tue» : qu'est-ce qui nous fera agir ?

Et si c'était le principe même du développement durable auquel adhèrent spontanément les Québécois dès qu'ils en comprennent les contours: se fixer un idéal social, se doter d'un levier économique pour y arriver et se dépasser au plan environnemental.

L'idéal social du Québec, on le connaît. Nous voulons:

- un système de santé accessible et efficace;
- des réseaux d'éducation de qualité avec les moyens d'assurer la réussite scolaire et l'excellence universitaire;
- un cadre culturel qui donne à nos créateurs et à nos artistes les moyens de créer et d'innover.

On le sait, nos finances publiques sont serrées et constituent un frein à la réalisation de nos ambitions les plus légitimes. Le levier économique qui nous permettra de dénouer l'impasse est déjà en place. Il s'agit de la valorisation de l'énergie. Il ne

nous reste qu'à activer ce levier en dosant, avec doigté, l'utilisation d'un ensemble de mesures. Il faut d'abord:

- être rigoureux en matière d'efficacité énergétique;
- tirer profit des énergies renouvelables et des nouvelles capacités de production électrique qui entreront en fonction dans les prochaines années;
- graduellement corriger la tarification de l'électricité utilisée aux fins de la chauffe de l'eau et des bâtiments et permettre au gaz naturel de jouer le rôle qui est le sien dans toutes les sociétés industrialisées.

Au risque de me répéter, c'est bien d'une correction tarifaire graduelle dont il s'agit et non pas d'un choc tarifaire.

Et c'est de l'électricité utilisée à des fins de chauffage dont il est question. Les éléments fondamentaux de ces mesures devront être connus et compris par tous.

Parce que le gaz naturel jouera le rôle qui est le sien, on libèrera graduellement des volumes d'électricité pour les marchés d'exportation qui nous entourent. Des marchés qui sont prêts à ouvrir grand leur gousset pour acheter notre électricité. A preuve, 20 % des bénéfices générés par Hydro-Québec en 2006 sont dus aux 4 % des volumes qui ont été exportés. Difficile de trouver mieux.

Du coup, le Québec excellera au plan environnemental puisque nos exportations d'électricité permettront de déplacer, chez nos voisins, des formes de production électrique plus polluantes et génératrices de GES : mazout, charbon. C'est un gain net pour le Québec et pour la planète.

Pour réussir à rallier nos concitoyens à ces objectifs, je pense qu'on doit envisager un pacte énergétique fondé sur deux piliers :

- Un : s'entendre à l'effet que les argents supplémentaires générés ne disparaîtront pas dans le trou noir du fonds consolidé du gouvernement. Qu'ils seront consacrés à notre idéal social, aux priorités de la population : améliorer l'éducation et la santé, s'attaquer à la pauvreté, soutenir la culture, que sais-je ?
- Deuxième pilier : s'assurer que nos concitoyens qui n'ont pas les moyens de payer davantage pour leur énergie ne seront pas laissés à eux-mêmes. Que le gouvernement assumera cette responsabilité qui lui revient.

Si on réussit cela, et je pense que c'est tout à fait possible, nous allons donner une nouvelle dimension au développement durable et renouer avec la fierté des Québécois.

Valoriser notre énergie nous permettra non seulement de répondre aux besoins du présent mais également d'accroître la capacité des générations futures à faire face aux obligations qui seront les leurs. Nous allons lever les hypothèques qui pèsent sur elles. De quoi faire sourire les Godbout, Lévesque et Bourassa.

Bien sûr, le défi est de taille et tous les intervenants de la société seront interpellés. Gaz Métro sera au rendez vous !

L'idée ici n'est pas de refaire l'histoire en arrachant les plinthes électriques des maisons existantes. Ce qui nous interpelle, c'est de travailler sur le futur. Entre aujourd'hui et 2015, il se construira près de 200 000 habitations au Québec. La



plupart seront localisées sur ou à proximité du réseau gazier. Il s'agit de donner suite collectivement à la stratégie énergétique du gouvernement. Elle favorise les bons signaux de prix et la complémentarité des formes d'énergie sur le marché de la chauffe. Sur un horizon de 10 ans, c'est jusqu'à 4 Twh qu'une meilleure pénétration du gaz naturel dans la nouvelle construction résidentielle pourrait dégager.

4 Twh, sur le marché d'exportation, cela vaut au moins 250 millions de dollars. 250 millions de revenus additionnels, à terme, annuellement. Vous me direz qu'est-ce que 250 millions alors qu'Hydro-Québec fait déjà bien au-delà d'un milliard de dollars de profits par année? Je vous répondrai que 250 millions, c'est beaucoup de sous et que ça équivaut à trois fois la campagne annuelle de Centraide pour tout le Québec.

Et ce n'est pas vrai que tout ça se ferait au prix de notre bon dossier environnemental. Oui, une utilisation accrue de gaz naturel dans le secteur résidentiel augmentera la production de GES au Québec. Mais nos exportations d'électricité propre remplaceront de l'électricité produite à partir de charbon et de mazout chez nos voisins. Au net, c'est une amélioration substantielle du bilan global des gaz à effet de serre qui résultera de l'utilisation, chez nous, de la bonne énergie à la bonne place.

Je reviens à mon propos initial : le Québec n'est pas une île et les Québécois l'ont compris. Nous pouvons améliorer notre sort social, économique et environnemental en regardant juste un peu plus loin que le bout de nos frontières...

Vous me permettrez, en terminant, de partager avec vous une motivation supplémentaire à réaliser le pacte énergétique que je vous propose.

Quand on dirige une entreprise dont le siège social se situe dans le quartier Centre-sud on revient assez rapidement à l'essentiel.

Le quartier où vit Gaz Métro est un des plus démunis du Canada :

- le revenu moyen par famille y est de 38 % inférieur à ce que l'on observe ailleurs à Montréal;
- 41 % des jeunes de 15-24 ans ne fréquentent pas l'école;
- 50 % des gens vivent sous le seuil de la pauvreté.

C'est un quartier pas facile, mais on l'aime notre quartier et on est fier d'y être installé.

Les hommes et les femmes de Gaz Métro s'y investissent, de toutes sortes de manières, afin de contribuer à la vie sociale de notre entourage immédiat.

On n'est pas seul. On a découvert d'autres passionnés; des gens absolument formidables qui se donnent corps et âme à améliorer le sort d'une population qui l'a pas facile. Mon objectif c'est donc que Gaz Métro apporte le meilleur appui possible à ces bâtisseurs et ces organismes qui refusent la fatalité et veulent faire une différence.

Je veux en profiter pour saluer les efforts extraordinaires de quelques-uns d'entre eux. Je pense au docteur Julien, à nos amis du Projet 80, aux enseignants et au comité de parrainage de l'école Hochelaga, une école que nous avons littéralement adoptée.

Vous dire, en conclusion, qu'il m'arrive fréquemment de me rendre au travail en métro. Six stations séparent le centre-ville de la station Frontenac. À peine 12 minutes. Pourtant, quand je sors du métro, j'arrive dans un autre Montréal. Et alors que je me dirige vers mon bureau, un visage sur deux que je croise est celui de la pauvreté. L'autre, celui de l'espoir.

J'ai l'intime conviction que ce que j'ai partagé avec vous aujourd'hui me permettra, un jour, de croiser davantage du second et un peu moins du premier. Mon idéal va bien au-delà du fait que je sois présidente de Gaz Métro.

Je vous remercie de votre attention!